

nés pour des partisans de la dictature du prolétariat ou de la république des Soviets ? Et pourtant il a été possible de s'entendre avec eux en 1934 pour barrer la route au fascisme, avec eux en 1943 pour organiser la résistance des masses à l'oppression nazie. Pourquoi ce qui n'était pas un obstacle hier dans la lutte contre la réaction en serait-il un aujourd'hui ?

Deuxième argument : l'opposition de la SFIO est une "fausse opposition". Cet argument est fallacieux. Certes les dirigeants socialistes n'ont pas le désir d'une rupture avec la politique de réarmement et de ce fait leur opposition aux réactionnaires Pinay et Mayer est contradictoire. Elle n'en est pas moins réelle. Les chefs socialistes craignent la révolution communiste, l'URSS, la destruction du parlementarisme bourgeois, et c'est pourquoi ils ne veulent pas tout abandonner de la politique de réarmement. Mais en même temps ils craignent la renaissance du fascisme, l'étranglement des libertés démocratiques, l'emprise croissante des militaires américains sur le monde, les menaces contre le mouvement syndical. Ils n'ont pas oublié qu'entre l'arrestation de Florimond Bonté et celle de Léon Blum peu de temps s'est écoulé. Ils ne peuvent ignorer que l'établissement de l'Etat fort, avec ou sans pouvoir personnel de De Gaulle, serait autant la fin du mouvement socialiste légal que celle du mouvement communiste légal. Leur opposition au renforcement de la réaction est donc réelle ; depuis des mois, députés socialistes et communistes votent à l'Assemblée dans le même sens. Un dirigeant socialiste n'a pas hésité à proclamer à M. Pinay, à la veille des dernières vacances parlementaires, que l'élection d'un député communiste dans le Lot autant que l'élection d'un député socialiste dans le Nord étaient des défaites de la réaction au pouvoir. Cette opposition réelle des dirigeants socialistes, il s'agit de l'utiliser pour propulser une politique de Front Unique. Il ne s'agit pas, comme le prétend la résolution du C.C. du 7 Décembre, d'infliger une défaite à la social-démocratie. Il s'agit au contraire de prendre au mot Guy Mollet pour infliger une défaite à la réaction. Il s'agit de marcher séparément mais de frapper ensemble, de lutter pour le moment sur ce qui unit les deux partis. On verra bien alors si, dans la logique de la lutte commune, il sera possible aux dirigeants socialistes de maintenir à la fois la politique de réarmement et une politique d'amélioration du niveau de vie des travailleurs !

Troisième argument : les dirigeants de la SFIO refusent le Front Unique. C'est l'argument le plus fallacieux de tous. D'abord peut-on refuser quelque chose qui n'a pas encore été offert ? Le Comité Central du PCF n'a pas encore invité le Comité Directeur de la SFIO à lutter pour un cahier de revendications immédiates dressé en commun. Il a au contraire exigé que l'unité de la classe ouvrière se reconstitue autour du seul PCF (voir la résolution du dernier Comité Central). La SFIO rétorque en affirmant - ce qui est encore plus ridicule de sa part - que l'unité de la classe ouvrière "ne peut se faire qu'autour du Parti Socialiste S.F.I.O." (circulaire de la SFIO à l'occasion de l'élection législative complémentaire du 7 Décembre 1952 dans le 1er secteur de la Seine). Ainsi on se renvoie la balle tout en restant sur des positions sectaires. Le fait réel c'est qu'il y a 5 millions d'électeurs communistes en France et qu'il est grotesque de supposer qu'ils s'uniront d'ici peu "autour du

.../...